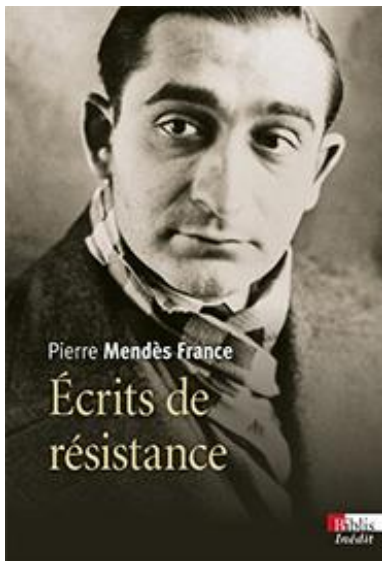


**Pierre Mendès France, *Écrits de résistance*, Paris, CNRS éditions, « Biblis », 2018, 817 p.**

**Raphaël Spina**



Réunir la quasi-totalité des écrits de guerre privés et publics de Pierre Mendès France, et en édition critique, c'était là une œuvre de longue haleine. Un exploit accompli grâce à son fils Michel, décédé début 2018, à qui le travail est dédié, ainsi que grâce à Joan, l'épouse de ce dernier, grâce aux éditions Gallimard et Fayard, et enfin grâce aux historiens Suzanne Gros (ancienne assistante de « PMF »), Vincent Duclert et Denis Salas. Les textes de diverse nature ainsi rassemblés confirment la grande finesse d'analyse et la haute élévation morale que l'on connaît à Pierre Mendès France. Ils font pénétrer par le menu les coulisses de la vie de prison et d'un procès truqué sous l'État français. Ils offrent une abondance de considérations sur la France vaincue, sur les coulisses politiques et militaires de la France Combattante. Enfin, on ne compte pas les portraits acérés ou

touchants de nombreux protagonistes politiques et militaires.

Le volume s'ouvre bien sûr par le récit *Liberté, liberté chérie*, écrit en 1942, publié à New York en 1943, réédité en 1977 chez Fayard avec quelques coupures et ajouts de l'auteur – ici chaque fois signalées. À la déclaration de guerre, le député radical Pierre Mendès France n'a que 32 ans. Volontaire, désireux de se battre, il sert dans l'aviation en Syrie, dont on espère qu'elle permettra d'ouvrir un front dans les Balkans. En permission à Paris le 4 mai 1940, il constate combien la Drôle de Guerre a nui au moral et à la vigilance du pays, faute d'aucune pédagogie des efforts nécessaires ni des enjeux du combat. L'auteur raille un Gamelin velléitaire, un Daladier hésitant, un haut commandement insuffisant. Après l'offensive allemande du 10 mai 1940, il est témoin de la panique croissante dans Paris. Retournant à Louviers dont il est député-maire, il dresse un portrait social célèbre de l'Exode : les premiers réfugiés sont les plus riches, en voitures confortables avec chauffeurs en livrées, puis le flot voit défiler des catégories de plus en plus pauvres et démunies, jusqu'aux paysans en charrette. Il va voir à Bordeaux, « après le désastre stratégique, (...) l'abdication morale » (p. 54) : alors qu'il les croyait patriotes, les partisans de l'armistice (le maréchal Pétain, l'amiral Darlan, les futurs ministres Prouvost, Bouthillier ou Baudoin...) se révèlent surtout désireux que la France expie ses fautes par la défaite et *via* un nouveau régime, fût-il antirépublicain et soumis au Reich.

L'auteur revient longuement sur le piège du *Massilia* : le nouveau gouvernement

Pétain avait autorisé les parlementaires et les personnalités désireuses de poursuivre la lutte à gagner l'Afrique du Nord le 21 juin sur ce paquebot, avant de dissimuler son accord initial et de les faire diffamer comme des fuyards. Lui-même débarqué au Maroc le 24 juin pour retrouver son unité, « PMF » dépeint comment le protectorat et son gouverneur Noguès, prêts à refuser l'armistice, sont repris en main par le gouvernement et laissent s'éteindre leurs velléités de résistance.

Mendès France ne daigne pas participer au vote historique du 10 juillet 1940 à Vichy, persuadé que la République est déjà morte et que tout sera truqué « d'un bout à l'autre », en l'absence des communistes et des passagers du *Massilia*. Sous-estimant l'adhésion à Pétain du pays légal comme du pays profond, Mendès réduit l'Assemblée nationale à une « caricature » qui, à force de menaces et de promesses, n'aurait accordé les pleins pouvoirs au Maréchal qu'à « une majorité dérisoire » – ce que les chiffres démentent : 570 voix contre 80.

Alors que ses chefs n'ont jamais mis en doute la régularité de sa situation, Pierre Mendès France se retrouve faussement accusé de désertion. Il refuse de s'enfuir, pour ne pas sembler s'avouer coupable ni douter de la justice militaire de sa patrie. Il se laisse arrêter à Rabat le 30 août à l'aube. Il décrit ses conditions de vie sordides dans les prisons surpeuplées de Casablanca puis, à partir du 12 octobre, de Clermont-Ferrand où se trouvent aussi embastillés Jean Zay et Paul Viénot. L'iniquité de la procédure est démontrée par l'ex-avocat : il n'est interrogé pour la première fois que le 17 décembre, son courrier est ouvert, les témoins à décharge intimidés, ses droits bafoués, la sténographie de l'audience n'est pas prise (il réussit à la faire prendre en secret en introduisant une sténographe parmi les six invités concédés à la défense, document fourni par le volume). Le 9 mai 1941, il est condamné par le tribunal militaire à six ans de prison pour « désertion ». Le 21 juin, il s'évade.

L'ouvrage s'éloigne ensuite de la réalité : dans les faits, Pierre Mendès France n'est plus en France dès le 2 août 1941, date à laquelle une filière lui permet de se réfugier en Suisse, puis de là de gagner le Portugal et les États-Unis. Publié en 1943, le livre fixe ce départ en Suisse à février 1942, et dupe ses éventuels lecteurs de Vichy en rendant impossible de retracer son itinéraire clandestin. Le récit de ses soi-disant voyages de clandestin recherché, à travers la France de l'hiver 1941-1942, sert surtout de prétexte à présenter au lecteur étranger ou au Français exilé un tableau de la vie quotidienne et de l'opinion publique en France vaincue. Pierre Mendès France fait de sa situation matérielle, politique, sociale et morale un long panorama bien documenté, et assez conforme à ce que l'historiographie a établi.

Alors que les grands chocs de 1942 ne se sont pas encore produits (défaites allemandes, rafles antijuives, instauration du STO), et que la Résistance n'a pas vraiment pris son essor, l'auteur décrit un Vichy dont la popularité s'use déjà à la fin 1941, même en zone sud – ce que l'historiographie a confirmé. La Révolution nationale ne séduit pas, et n'apporte même pas la stabilité compte tenu de la valse constante des hauts fonctionnaires et des ministres. Après dix-huit mois au pouvoir, on ne croit plus que Pétain joue double jeu, vu ses déclarations et ses actes. De Gaulle, quoique mal connu, symbolise désormais les espoirs du pays, ne serait-ce que parce que l'évolution de la guerre démontre qu'il a eu raison dès le début. Les pénuries, l'inflation et le contrôle bureaucratique exaspèrent les classes populaires et moyennes, et jusqu'aux paysans, pourtant moins mal lotis en théorie. En manque

d'informations libres, la masse boude la presse et la radio aux ordres, au profit de la BBC et des premiers journaux clandestins. Mendès fait le portrait détaillé d'une France qui se refuse à l'ennemi et même à Vichy. Selon lui, même l'Église se montre de plus en plus prudente envers le régime. Malgré des intellectuels collaborationnistes ou pétainistes, il recense les plus grands noms scientifiques ou littéraires pour montrer qu'ils ne se sont pas compromis. L'université est plutôt lieu de résistance. Et en dépit de leur antisémitisme endémique, les professions libérales (médecins, avocats) fournissent de nombreux éléments gaullistes, tout comme les classes aisées, certes divisées. Les réfugiés alsaciens-lorrains sont souvent à l'origine des premiers noyaux de résistance. La paysannerie reste patriote, et toujours selon lui, la classe ouvrière reconstitue ses organisations tout en rechignant à travailler pour l'Allemagne.

Pour Mendès, il ne fait donc aucun doute que « le pays est aujourd'hui dans le camp allié » (p. 368), en zone nord encore plus vivement qu'en zone sud. Ce que les historiens ont confirmé, même si « PMF » sous-estime la part des accommodements, du vichysme ou du collaborationnisme dans la population de 1941. Minimisant les soutiens réels au régime, il conclut un peu vite que « Vichy n'a donc aucune racine profonde dans la nation. Le régime ne se soutient que par la terreur policière. Il a créé partout une atmosphère de peur et d'arbitraire », entretenue notamment par la Légion des Combattants (p. 378) Dans la réédition de juin 1977, Mendès explique n'avoir pas songé à participer à la lutte clandestine en France, faute d'avoir croisé des membres d'un réseau, et surtout parce qu'accusé de désertion, « je voulais une revanche qui ferait de moi un soldat » (p. 399).

À titre d'éclairage, le volume fournit les lettres de Mendès France, écrites à l'époque même, et dont la plupart n'ont été retrouvées que voici quelques années, dans divers papiers familiaux. Ainsi sa première lettre de protestation à Pétain (février 1941), celles à ses camarades de parti Jean Zay ou Max Hymans, ou la correspondance avec sa femme, qu'il retrouve à New York en avril 1942.

Après un séjour aux États-Unis du 15 avril au 26 octobre 1942, pendant laquelle il écrit *Liberté, liberté chérie*, Mendès obtient de reprendre le combat au sein du prestigieux groupe de bombardement Lorraine, des Forces aériennes de la France Libre. Le volume nous livre, pour la première fois *in extenso* et annotés, ses cinq carnets de notes tenus chaque soir sur les bases aériennes britanniques de West Raynham (3 juillet – 3 septembre 1943) et de Hartford Bridge (4 septembre – 18 novembre). Au jour le jour, Mendès fait le portrait de ses compagnons d'armes, dont Romain Gary. Il ne cache ni les dissensions internes parmi ses camarades (antisémitisme, oppositions politiques) ni les frictions récurrentes avec les Britanniques. Il dépeint la vie quotidienne au sol en Angleterre, ses missions au-dessus de la France occupée à partir du 16 août (la population paysanne saluant leurs avions). Il commente constamment l'évolution politique et militaire. Ses carnets éclairent notamment la genèse de l'Assemblée consultative provisoire d'Alger (ACP), le 3 novembre 1943. Il va voir régulièrement les personnalités françaises de Londres : chefs des services secrets gaullistes (Passy, Manuel, Brossolette, Boris...), parlementaires réfugiés (Max Hymans), voix de la BBC (Maurice Schumann, Pierre Dac). Les portraits critiques et sévères ne manquent pas, ainsi à l'encontre d'André Philip, commissaire à l'Intérieur, dépeint comme un amateur, menteur et intrigant, qui finit par faire l'unanimité contre lui. Gilbert Védy dit Médéric, futur délégué de

l'ACP, qui se suicide à son arrestation lors d'une mission en France occupée, est pour lui « antipathique, vulgaire, l'air faux et grossier » (p. 589-590). Vincent Auriol n'est plus que « l'ombre de lui-même » (p. 653). Mendès est plus nuancé sur Henri Frenay, patron du mouvement Combat, « type curieux. Têtu et instable à la fois », mais ayant « de l'imagination, de l'intelligence » (p. 586-587).

Parfois Mendès se sent fatigué, vieilli, attristé par l'absence de sa femme restée à New York, accablé par le recul des mœurs politiques, le culte de la violence et du cynisme (en 1914-1918, le compromis avec un Darlan eût été impossible), les bagarres entre gaullistes et giraudistes. Il voit coexister dans la France Libre de « bonnes volontés rebutées, valeurs inexploitées, concours perdus », aussi bien que des antisémites, des réactionnaires. Les hommes venus de la Résistance intérieure, certes courageux, lui apparaissent très timorés sur le plan des idées et des principes. La constitution de l'ACP est l'occasion de négociations peu ragoutantes quant aux dosages politiques. Et ni de Gaulle ni la Résistance intérieure ne semblent la prendre au sérieux, y déléguant souvent des personnages inexpérimentés et secondaires.

Ces carnets d'Angleterre s'achèvent à sa nomination inattendue comme commissaire aux Finances à Alger, le 10 novembre 1943 : il y part le 17 novembre avec la perspective de devoir bâtir son commissariat de toutes pièces, et toujours sans sa famille, vraiment réunie avec lui qu'au printemps 1947. Dans un récit de 1946 donné en annexe, Mendès décrit l'une de ses missions au-dessus de la France, le dilemme étant de devoir bombarder le pays natal : pour lui, les populations rurales qui saluaient parfois leurs avions depuis le sol en avaient compris la dure nécessité.

Enfin, le livre fournit le texte de vingt causeries radiophoniques du ministre de l'Économie Pierre Mendès France prononcée en France libérée, du 11 novembre 1944 au 31 mars 1945, deux jours avant sa démission. Il s'adresse directement aux Français pour leur exposer avec franchise la vérité sur la situation économique, la nécessité pour les producteurs de ne rien livrer au marché noir, celle de vaincre l'inflation, les sacrifices inévitables. Destinées à un large public, très accessibles, ces causeries n'ont pas besoin de voir leur texte annoté. Le 2 avril, Mendès France quitte ses fonctions, de Gaulle ayant préféré à sa politique de rigueur anti-inflationniste celle moins sacrificielle proposée par René Pleven, ministre des Finances.

La postface générale, rédigée par Vincent Duclert et Denis Salas, précise que les lettres récemment retrouvées de Mendès France à son éditeur new-yorkais démontrent combien il voulait vraiment que *Liberté, liberté chérie* paraisse au plus tôt, pour laver son honneur et reprendre le combat moral ; il a su activer les réseaux de la France Libre pour le faire diffuser, et même parachuter au-dessus de sa circonscription normande. Enfin, il est annoncé que pour une prochaine fois peut-être, la correspondance croisée inédite et complète de Pierre Mendès France et de sa femme viendra compléter ces écrits de guerre denses et foisonnants...